

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 mai 2024
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Dixième session extraordinaire d'urgence
Point 5 de l'ordre du jour
**Mesures illégales prises par les autorités israéliennes à
Jérusalem-Est occupée ainsi que dans le reste du Territoire
palestinien occupé**

Conseil de sécurité
Soixante-dix-neuvième année

**Lettres identiques datées du 8 mai 2024, adressées au Secrétaire
général, au Président de l'Assemblée générale et au Président du
Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de l'État de
Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris une fois de plus, compte tenu de l'extrême urgence de la situation : Israël intensifie son agression violente et ses actes de terreur contre la population civile palestinienne vulnérable, qui vit sous son occupation illégale. Il cible notamment Rafah, où la majorité des civils gazaouites ont fui pour tenter d'échapper à l'assaut génocidaire qu'Israël lance depuis octobre 2023 et à la menace d'une invasion encore plus barbare de l'armée d'occupation.

Le carnage effréné perpétré ces sept derniers mois par les forces d'occupation israéliennes, sous le commandement direct des dirigeants politiques et militaires israéliens, a fait au moins 34 735 morts et 78 108 blessés parmi les Palestiniens de Gaza. Des enfants, des femmes et des hommes ont été tués alors qu'ils se trouvaient chez eux ou dans la rue, qu'ils fuyaient du nord vers le sud ou qu'ils s'étaient réfugiés dans des abris de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), des hôpitaux, des écoles, des mosquées et des églises.

Assaillis où qu'ils aillent, ceux qui ont réussi à survivre à ces 215 jours d'horreur sont contraints de fuir d'un endroit à l'autre en quête désespérée d'un lieu sûr, alors qu'ils sont affaiblis par la faim et la maladie, qu'ils craignent pour leur vie et qu'ils sont traumatisés par la terreur, la souffrance et les pertes causées par les forces d'occupation. Sans cesse déplacés car leurs habitations et leurs communautés sont réduites en ruines, ils laissent dans leur sillage une pléthore de larmes, de tragédies et de chagrins ; ils n'ont en effet d'autre choix que d'abandonner nombre de leurs proches dans les ruines de leurs maisons, sans leur offrir de sépulture, ou dans des charniers, aux côtés de centaines d'âmes assassinées alors qu'Israël continue de décimer la population et d'anéantir ce qui reste des infrastructures essentielles à la survie où s'abritent des civils.



Ce scénario effroyable se déroule actuellement à Rafah, où 1,5 million de Palestiniens se sont réfugiés, la plupart dans des tentes de fortune, après avoir fui le nord de Gaza lorsqu'Israël leur avait intimé l'ordre de partir, en leur faisant la promesse illusoire qu'ils seraient en sécurité dans le sud. Les forces d'occupation israéliennes viennent d'ordonner à plus de 100 000 civils de l'est de Rafah d'« évacuer » la zone et de se rendre à Mawassi et Khan Younès, deux localités en ruine jonchées de milliers de tonnes d'engins non explosés, qui représentent un danger pour tous les civils. Ces ordres ont suscité la crainte d'une invasion terrestre de grande envergure, poussant des familles terrifiées à quitter les abris et les hôpitaux de la région. Les ordres d'évacuation ont été accompagnés de frappes aériennes et de la prise de contrôle par Israël du côté palestinien du point de passage de Rafah, ce qui paralyse l'accès humanitaire depuis le sud et aggrave encore les privations et la famine que subissent des civils déjà traumatisés.

Nous demandons à la communauté internationale d'agir maintenant pour enrayer l'attaque qu'Israël prépare contre Rafah, qui, comme l'a souligné le chef du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, Martin Griffiths, serait « tout simplement une tragédie sans nom », causant une plus grande dévastation encore pour « les centaines de milliers de personnes qui ont fui vers l'extrême sud de Gaza pour échapper à la maladie, à la famine, aux charniers et aux combats directs », et qui, comme le craignent des responsables du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), serait « la catastrophe de trop ».

Le Conseil de sécurité en particulier a le devoir d'exiger qu'il soit mis fin à cette agression israélienne criminelle, qui représente une grave menace contre la paix et la sécurité internationales, et de protéger la population civile palestinienne, conformément au droit international et aux résolutions du Conseil, notamment les résolutions [2712 \(2023\)](#), [2720 \(2023\)](#) et [2728 \(2024\)](#). Le tribut insupportable payé par les civils, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées, les malades, les blessés et les personnes handicapées, exige que des mesures immédiates soient prises afin de faire respecter les obligations juridiques internationales, notamment celles qui découlent du droit humanitaire et du droit des droits humains ainsi que des ordonnances en indication de mesures conservatoires rendues par la Cour internationale de Justice le 26 janvier et le 28 mars 2024.

À cet égard, nous devons appeler de toute urgence l'attention sur le sort des femmes, des enfants et des autres civils vulnérables, qui subissent des souffrances et connaissent une détresse indicibles. Le 6 mai, les rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont souligné que, par sa violence systématique à l'égard des femmes et des enfants, Israël « sembl[ait] n'épargner aucun effort pour détruire la vie [de ces personnes] et les priver de leurs droits humains fondamentaux ». Il est inadmissible que plus de 15 000 enfants palestiniens et 10 000 Palestiniennes aient été tués par Israël ces sept derniers mois et qu'environ 37 enfants perdent leur mère chaque jour.

Comment la communauté internationale peut-elle permettre une telle barbarie ? Quel pourra être l'avenir des quelque 17 000 à 20 000 enfants gazaouis devenus orphelins à la suite de ce génocide perpétré par Israël contre notre peuple ?

Rien ne saurait justifier l'inhumanité qui ressort de milliers et de milliers de récits déchirants. On peut notamment relater l'histoire tragique d'un bébé, Sabreen al-Rouh, sauvée du ventre de sa mère – laquelle avait été tuée par la frappe israélienne qui avait aussi emporté le père et la sœur aînée du nourrisson, âgée de trois ans – avant de décéder quelques jours plus tard dans une couveuse à l'hôpital, malgré les efforts héroïques des médecins. Sa famille et elle ont rejoint funestement les milliers d'autres familles anéanties par l'assaut génocidaire qu'Israël a lancé contre le peuple palestinien dans sa tentative frénétique de faire disparaître du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, sa population palestinienne autochtone et de

concrétiser son infâme projet visant à annexer tous les territoires palestiniens et à construire le « Grand Israël ».

Il faut faire cesser cette agression insensée et criminelle contre le peuple palestinien. Le Conseil de sécurité doit exiger un cessez-le-feu immédiat et veiller à ce qu'il y ait des conséquences si cette demande n'est toujours pas respectée. Si elle n'est pas enrayée, l'attaque israélienne contre Rafah ne fera que semer plus de dévastation et alourdir les souffrances des enfants, des femmes et des civils qui s'y abritent. La population civile doit être protégée, comme l'exigent le droit international humanitaire et les résolutions du Conseil de sécurité, notamment les résolutions [2712 \(2023\)](#), [2720 \(2023\)](#) et [2728 \(2024\)](#).

Le Conseil ne saurait tolérer un mépris aussi flagrant de son autorité ni laisser sans protection les plus de deux millions de Palestiniens de Gaza qui tentent désespérément de survivre. Il ne saurait laisser sans protection les quelque 600 000 enfants de Rafah, dont 78 000 ont moins de deux ans et qui sont presque tous « blessés, malades, atteints de malnutrition, traumatisés ou handicapés » et ont désespérément besoin de services de santé mentale et d'un soutien psychosocial, selon l'UNICEF. Comme l'a souligné la Directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell, « Rafah est désormais une ville refuge pour les enfants, lesquels n'ont aucun endroit sûr où aller à Gaza. En cas d'opérations militaires de grande ampleur, les enfants seront exposés non seulement à la violence, mais aussi au chaos et à la panique, alors même qu'ils sont déjà affaiblis physiquement et mentalement. »

La communauté internationale ne peut rester les bras croisés en laissant ces êtres innocents continuer de courir le risque de perdre leur vie ou leurs proches et de subir d'autres traumatismes et mutilations et s'ajouter aux plus de 1 000 enfants qui, selon l'UNICEF, ont perdu au moins une jambe depuis le début de cette guerre contre notre peuple, et aux plus de 5 000 enfants qui souffrent d'autres handicaps des suites de leurs blessures et dont la guérison reste pratiquement impossible en l'absence d'atténuation de la douleur, de services de réadaptation et des dispositifs nécessaires (fauteuils roulants ou prothèses).

C'est notamment le cas d'un garçon de 14 ans, originaire de Khan Younès, qui a été grièvement blessé et a dû être amputé de plusieurs membres après l'explosion d'une boîte de conserve piégée qu'il avait trouvée en cherchant ses affaires dans les décombres de sa maison. Beaucoup d'autres ont également été blessés dans des circonstances similaires. Quel degré de dépravation une armée doit-elle atteindre pour tendre de tels pièges à des personnes affamées et désespérées ? Nous réaffirmons qu'Israël et ses forces d'occupation doivent être inscrits sur la liste des auteurs qui violent de façon récurrente les droits de l'enfant.

Nous implorons le Conseil de sécurité d'assumer immédiatement les obligations qu'il tient de la Charte des Nations Unies et demandons que cesse l'obstruction des mesures qu'il doit prendre face à cette situation effroyable. Au-delà de la protection, le Conseil doit garantir un accès sûr, rapide et sans entrave à l'aide humanitaire et aux travailleurs humanitaires, notamment ceux de l'UNRWA, dans l'ensemble de Gaza. La nécessité de garantir de toute urgence que l'aide vitale, notamment les vivres, atteigne la population civile a été soulignée par la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, Cindy McCain, qui a tiré la sonnette d'alarme il y a quelques jours en déclarant : « Il y a une famine – une véritable famine – dans le nord, et elle progresse vers le sud. »

Le Conseil doit également exiger que des enquêtes internationales soient menées sans délai et de façon indépendante sur les crimes perpétrés par Israël, Puissance occupante, à Gaza, notamment en ce qui concerne les charniers découverts dans les hôpitaux Chifa et Nasser. Il s'agit d'un impératif, comme l'a souligné le

Secrétaire général Antonio Guterres, si l'on veut « établir les circonstances exactes dans lesquelles des centaines de Palestiniens ont trouvé la mort et ont été enterrés ou réenterrés ».

L'impunité n'a que trop duré. Le Conseil de sécurité doit agir, l'Assemblée générale doit agir, la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale doivent agir, tous les États pacifiques qui respectent le droit international et s'y conforment doivent agir de toute urgence et en conscience pour mettre un terme à cette situation illégale grave et faire en sorte que justice soit rendue à toutes les victimes.

Il faut en finir avec la pratique consistant à couvrir Israël du bouclier du veto au Conseil de sécurité, ce qui n'a fait que conforter ce pays dans sa conviction erronée qu'il était un État au-dessus des lois. Ainsi pourrions-nous peut-être un jour sortir de cette crise horrible, qui dure depuis maintenant huit mois, et sonner le glas de l'occupation coloniale illégale et du régime d'apartheid qui causent tant de souffrances humaines, d'insécurité, de traumatismes et de pertes pour des millions de personnes, et si nous voulons un jour parvenir à une solution juste, durable et pacifique.

La présente lettre fait suite aux 833 autres que nous vous avons déjà adressées au sujet de la crise qui perdure dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, lequel constitue le territoire de l'État de Palestine. Ces lettres, datées du 29 septembre 2000 ([A/55/432-S/2000/921](#)) au 25 avril 2024 ([A/ES-10/990-S/2024/341](#)), rendent compte des crimes commis par Israël, Puissance occupante, contre le peuple palestinien depuis septembre 2000. La Puissance occupante doit répondre de tous ses crimes de guerre, de son terrorisme d'État et des violations systématiques des droits humains de notre peuple, et les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, au titre du point 5 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Ministre,
Observateur permanent
(Signé) Riyad **Mansour**